

Les questions de santé sur la scène européenne

<https://www.csa.eu/fr/survey/les-questions-de-sante-sur-la-scene-europeenne>

Csa – mai 2019

France assos santé

Les Français veulent une Europe plus forte et plus protectrice en matière de santé

Pénuries de médicaments, opacité sur la fixation des prix, indemnisation des victimes d'accidents médicamenteux : les Français attendent de l'Europe plus de transparence, plus de régulation et plus de coercition vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique.

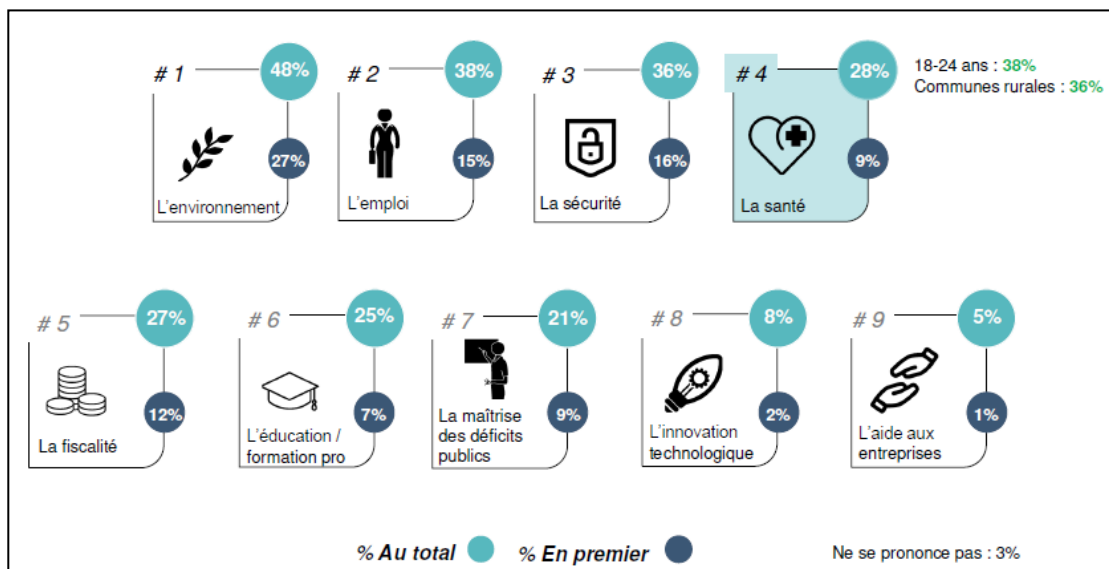
Principaux enseignements

- prix des médicaments : 91 % des Français sont favorables à une obligation de transparence sur les négociations de prix entre Etats membres et industrie ;
- pénuries de médicaments : pour 90 % des Français, l'Europe doit jouer un rôle de régulation plus important vis-à-vis de l'industrie ;
- recherche : 91 % des Français souhaitent que les financements publics accordés à l'industrie pharmaceutique fassent l'objet de contreparties en matière de prix et d'accès aux médicaments innovants ;
- indemnisation en cas d'accidents médicamenteux : 90 % des Français veulent une révision de la législation européenne ;
- prévention : 88 % des Français appellent l'Europe à prendre des mesures pour encourager les Etats membres à davantage investir dans la prévention.

La santé doit être une priorité pour l'Union européenne

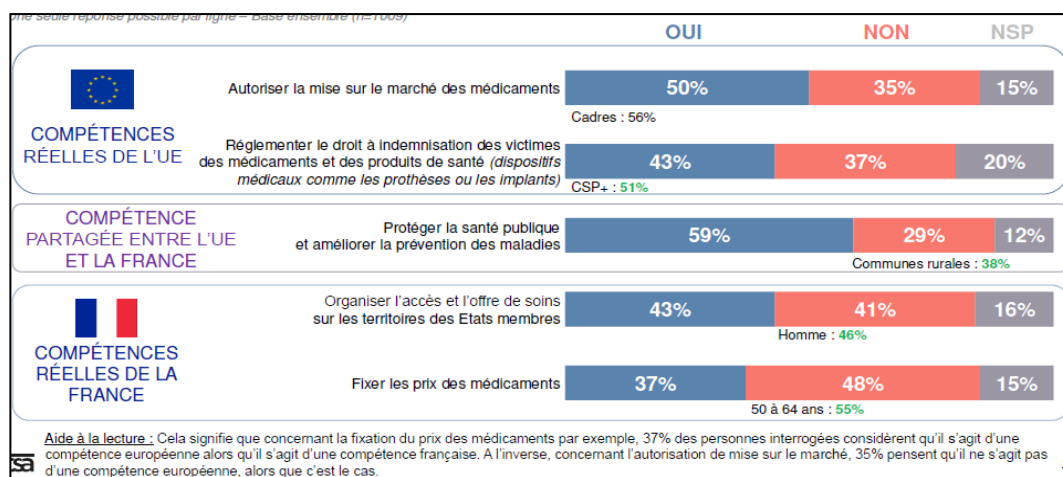
Derrière le trio de tête environnement-emploi-sécurité, la santé doit être une priorité pour l'Union européenne

- Parmi les sujets suivants, lesquels devraient, selon vous, être prioritaires pour l'Union européenne ? En premier ? Et ensuite ?



Union européenne/France : une répartition des rôles floue en matière de sante

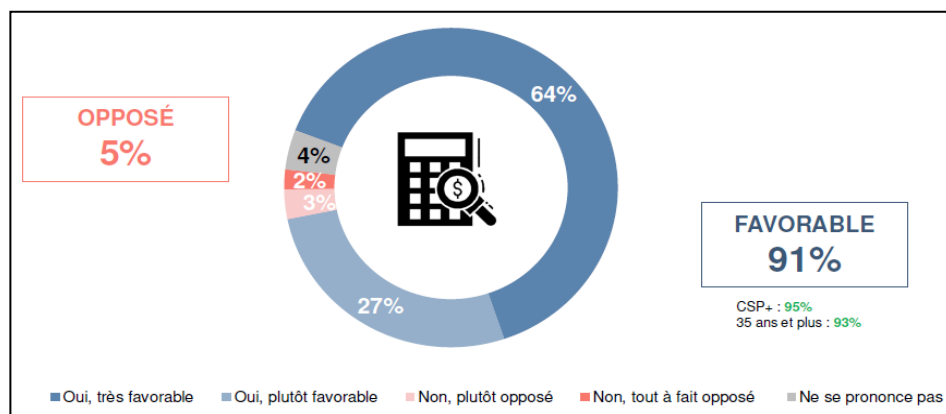
- Selon vous, l'Union européenne est-elle compétente pour... ?



De fortes attentes à l'égard de l'Union européenne pour pallier les dérives dans le domaine de la santé

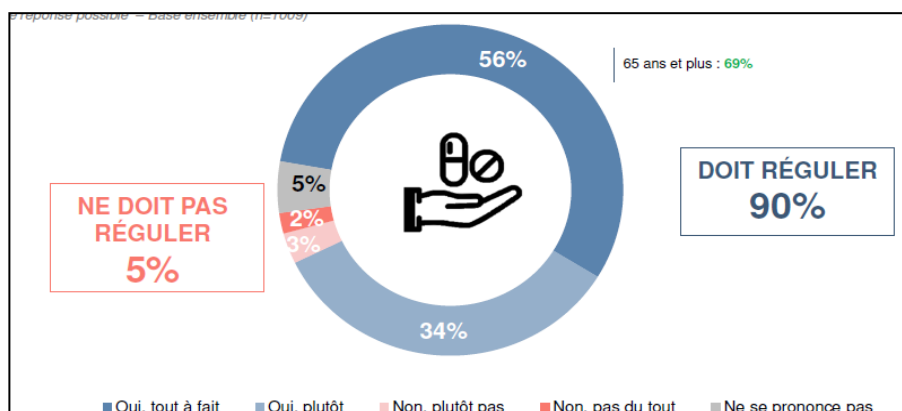
Les Français favorables à une obligation de transparence sur les prix réels des médicaments pour tous les états membres...

- Aujourd'hui, chaque pays européen négocie seul le prix des médicaments avec les entreprises pharmaceutiques et ces prix négocié ne sont jamais rendus publics. Etes-vous favorable à ce que les Etats membres de l'Union européenne soient obligés d'être transparents sur les prix réels des médicaments négociés avec l'industrie pharmaceutique ?



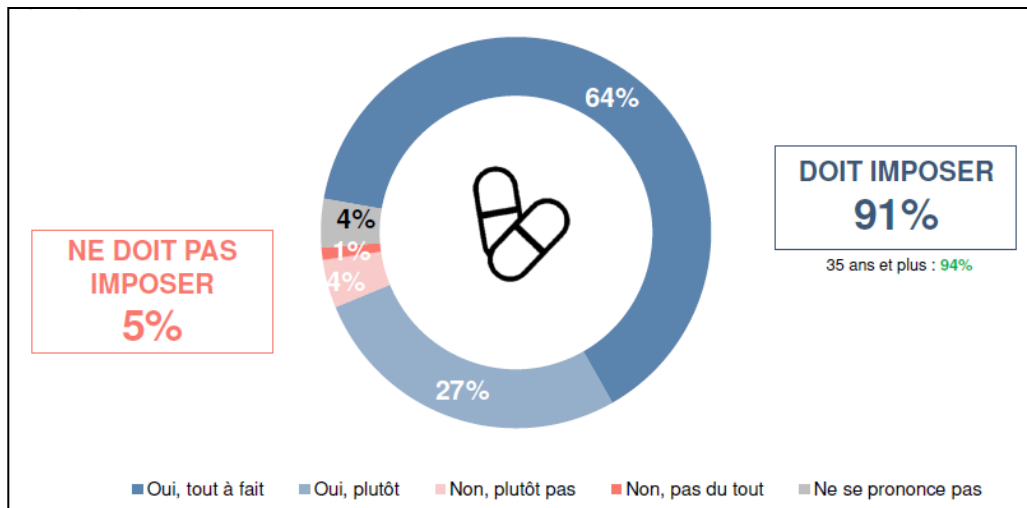
Un rôle de régulation de l'Union européenne plus important pour lutter contre la pénurie de médicaments

- En France, au cours des dix dernières années le nombre de médicaments en situation de pénurie a été multiplié par 10. La situation est similaire dans d'autres pays européens. Selon vous, l'Union européenne devrait-elle jouer un rôle de régulation plus important vis-à-vis des laboratoires pharmaceutiques afin de lutter contre les pénuries de médicaments ?



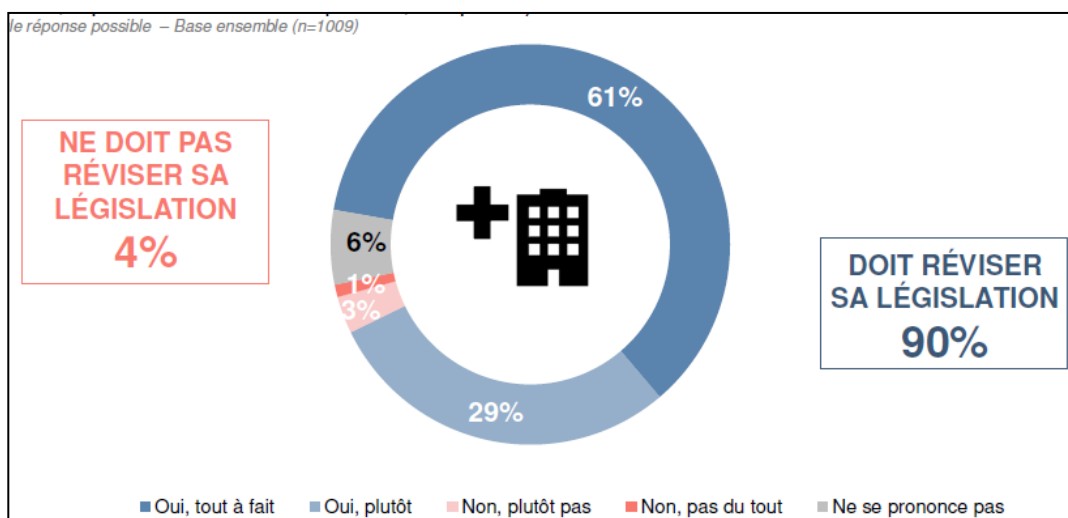
La mise en place d'un accès facilité aux médicaments qui ont bénéficié de financements publics

- Certains médicaments sont développés en partie grâce à des fonds publics pour la recherche, sans qu'aucune contrepartie ne soit demandée à l'industrie pharmaceutique. Pensez-vous que l'Union européenne devrait imposer à l'industrie pharmaceutique des conditions pour permettre aux usagers un accès plus facile à ces médicaments (notamment un prix encadré), qu'elle a contribué à financer ?



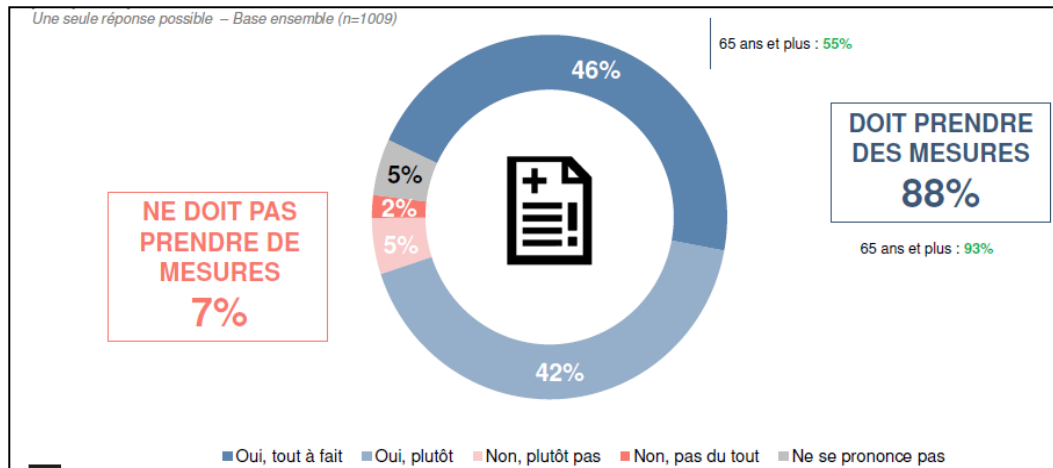
Une révision de la législation concernant l'indemnisation des victimes de produits de santé

- Aujourd'hui, une directive européenne régit le droit à l'indemnisation des consommateurs en cas de dommage causé par des produits défectueux y compris les produits de santé. Or, les conditions d'indemnisation sont si restrictives que les victimes ne sont presque jamais indemnisées. Pensez-vous que l'Union européenne devrait réviser sa législation afin que soient mieux pris en considération les préjudices des victimes de produits de santé (médicaments, dispositifs médicaux comme les prothèses, les implants...)



L'Union européenne doit mettre en place des mesures incitatives pour que les états membres investissent plus en prévention, selon les Français

- Aujourd'hui, les Etats membres de l'Union européenne consacrent en moyenne seulement 3 % de leurs dépenses de santé aux politiques de prévention. Or, investir dans la prévention permet d'éviter le développement de pathologies lourdes et donc de réaliser d'importantes économies pour les systèmes de santé. Pensez-vous que l'Union européenne devrait prendre des mesures concrètes pour encourager les Etats membres à investir davantage dans les politiques de prévention ?



Fiche technique

Cible interrogée : échantillon de 1 009 individus représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Quotas : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du répondant, région de résidence et catégorie d'agglomération. Mode de recueil : questionnaire administré en ligne. Dates de terrain : du 25 au 29 mars 2019.